

Par

David St-Denis Lisée

Baccalauréat, Histoire, UQAM

Dans un texte publié le 13 mars 2014 dans le quotidien *La Presse*, le chroniqueur Pierre Foglia réagissait à la candidature électorale du magnat de la presse Pierre-Karl Péladeau en soulevant les difficultés que pouvaient éprouver les souverainistes de gauche face à cette dernière[1]. Pour illustrer son propos, Foglia évoquait ses premiers contacts avec le courant indépendantiste québécois au milieu des années 1960 : « dans la cuisine de la revue *Révolution québécoise*, Charles Gagnon me posait la question : oui mais quelle souveraineté? On fera la souveraineté et puis quoi? On se la fera voler par les bourgeois? La souveraineté sera socialiste ou ne sera pas. Je simplifie mais c'était à peu près ça. »[2]. En conclusion, Foglia déclarait qu'il n'était pas temps de ramener, cinquante ans plus tard, les questions de Gagnon. Quelques heures après la publication de ce papier, le ministre québécois des relations internationales Jean-François Lisée publiait un billet sur son blogue dans lequel il se réjouissait de la position de Foglia face à « P.K.P. ». Au passage, Lisée attaquait le parti Québec Solidaire en l'accusant de faire la même erreur que Gagnon : « [il] avait tort à l'époque de mettre l'idéologie avant l'indépendance. Vous avez tort aujourd'hui de commettre la même erreur. »[3]. Ainsi, en pleine campagne électorale, la figure de Charles Gagnon était brandie par deux commentateurs de la société québécoise comme un contre-exemple à suivre politiquement. En effet, l'expérience la plus importante de la gauche radicale durant les années 1970, le mouvement marxiste-léniniste (m.-l.)[4], n'a pas bonne presse. Aucune organisation politique d'envergure – nonobstant peut-être quelques groupuscules d'extrême-gauche – ne revendique aujourd'hui l'héritage de ce mouvement, malgré le fait que de nombreux acteurs[5] politiques contemporains y prirent part dans leur jeunesse. Pour comprendre l'importance que prit, jusqu'au début des années 1980, le mouvement marxiste-léniniste, nous avons décidé de nous intéresser à ses origines, qui se situent à la fin des années 1960 et au début des années 1970, époque d'agitation sociale sans précédent dans l'histoire du Québec.

Charles Gagnon participa à de nombreuses initiatives, tant militantes qu'intellectuelles, durant les vingt années qui séparent sa participation à la revue *Cité Libre* de la dissolution du groupe marxiste-léniniste En Lutte! (EL!). Par la suite, malgré le fait qu'il n'ait jamais réintégré une organisation politique, Charles Gagnon continua de faire paraître des écrits critiques de la société québécoise tout en s'intéressant, dans des travaux plus poussés, à la « *New Left* » américaine et à la crise de l'humanisme dont les mouvements de contestation de la jeunesse dans les années 1960 en auraient été la dernière réaction. Étudier le parcours militant de Charles Gagnon, c'est donc analyser l'évolution d'une partie de la gauche québécoise durant un quart de siècle en s'intéressant à une de ses figures intellectuelles centrales. Gagnon était connu : il avait amorcé une critique de la société bourgeoise dans les pages de *Cité Libre* puis de *Révolution québécoise*,

avant de s'engager pour la révolution en mettant sur pied un réseau du Front de Libération du Québec (FLQ). La révolution, Gagnon n'en démordra pas jusqu'au début des années 1980, même si sa conception de celle-ci se transforma durant ses quinze années de militantisme effréné. Au bouleversement quasi immédiat proposé au FLQ, Charles Gagnon passera à une conception d'une révolution à préparer longuement en luttant pour la construction d'un parti communiste. La figure de Charles Gagnon fut grandement popularisée – conjointement avec celle de Pierre Vallières – par sa longue incarcération et ses nombreuses procédures judiciaires. Il apparaît opportun de souligner que dans des groupes comme le FLQ ou par la suite dans le mouvement marxiste-léniniste, Gagnon faisait figure d'aîné. En effet, né en 1939 – il précédait les *baby-boomers* –, Gagnon était devenu révolutionnaire à 25 ans et avait déjà atteint la trentaine lors de la Crise d'octobre. Il avait donc une expérience que la plupart des jeunes radicaux de la fin des années 1960 et du début des années 1970 n'avaient pas. C'est ainsi comme figure multiple – celle d'un simple homme, celle d'un leader politique, celle d'un intellectuel – que nous appréhenderons le parcours de Charles Gagnon.

L'historiographie de la gauche radicale des années 1960 et 1970 au Québec n'est pas très vaste et apparaît minuscule quand on la compare à celles que l'on retrouve en France et aux États-Unis notamment. Les organisations politiques au sein desquelles Charles Gagnon fut impliqué ne semblent pas avoir intéressé beaucoup de chercheurs, bien que plusieurs publications parues au cours des dernières années tendent à combler partiellement cette lacune. À propos du Front de Libération du Québec, à l'exception des ouvrages traitant de manière quasi exclusive de la Crise d'octobre et en mettant de côté les récits biographiques, le livre de Louis Fournier[6] apparaît comme la somme la plus complète des activités de la nébuleuse felquiste. Concernant l'histoire du mouvement marxiste-léniniste, le sociologue Jean-Philippe Warren a recensé une dizaine de mémoires et de thèses abordant ce sujet d'assez près[7], tandis qu'il a lui-même produit l'ouvrage le plus détaillé sur ce courant politique au Québec[8]. Si le cœur de son livre traite de la condition du militant m.-l. et du fonctionnement des principales organisations marxistes-léninistes des années 1970, les deux premiers chapitres – « La montée du radicalisme politique » et « L'âge des fondations »[9] – contiennent une importante mise en contexte de l'émergence de ce mouvement. Mentionnons aussi la parution récente de quelques articles traitant d'assez près des activités politiques et intellectuelles de Charles Gagnon, notamment ceux d'Ivan Carel[10] sur la violence politique et la conception de l'histoire chez Gagnon et celui de Lucille Beaudry[11] sur la transition de la stratégie felquiste à l'organisation marxiste-léniniste. Aussi, il apparaît opportun de souligner l'entreprise de publication des écrits politiques de Gagnon, dont trois volumes – couvrant autant de périodes de sa vie – sont parus entre 2006 et 2011[12]. Enfin, mentionnons deux productions cinématographiques dignes d'intérêt concernant notre sujet : le film *Charles Gagnon* d'André Melançon (inédit, 1970), tourné peu de temps avant la crise d'octobre, qui présente la conférence de presse donnée par Gagnon à sa sortie de prison en février 1970 en plus d'une entrevue avec ce dernier, ainsi que le documentaire *La liberté en colère*[13] de Jean-Daniel Lafond (1994), qui revient sur la rupture entre Pierre Vallières et Charles Gagnon en réunissant les deux hommes vingt ans après celle-ci.

À la lecture de ces différents ouvrages, nous constatons que plus d'un auteur accorde à Gagnon une place centrale dans le virage marxiste-léniniste d'une partie de la gauche québécoise. Ainsi, l'historien Sébastien Degagné relève l'influence de Gagnon en consacrant le premier chapitre de son mémoire[14] à son parcours politique avant la fondation du groupe En Lutte!. Aussi, plusieurs historiens et observateurs de l'époque soulèvent l'influence de la parution de la brochure *Pour le parti prolétarien* sur les militants de gauche en 1972[15]. Par-delà l'influence limitée de Gagnon, la Crise d'octobre 1970 ressort de l'analyse de plusieurs comme une des causes importantes de l'émergence du mouvement m.-l.. Les événements d'octobre auraient, « par-delà le triomphe des forces de l'ordre et l'échec retentissant du terrorisme, [...], contribué à plus d'un titre à la reconfiguration des forces militantes révolutionnaires au Québec »[16].

En partant d'un survol des transformations de la gauche québécoise à partir de la fin des années 1960, nous analyserons l'activité politique de Charles Gagnon, à la fois comme figure symptomatique des transformations du discours révolutionnaire dans le Québec de la fin des années 1960 et du début des années 1970, mais aussi comme acteur influent sur ces dernières. Ainsi, nous nous concentrerons sur le rôle de Gagnon et des groupes lui étant associés – l'éphémère groupe des « Partisans du Québec libre », le journal *Vaincre* et surtout l'« Équipe du Journal » (EDJ), qui allait donner naissance au journal *EN LUTTE!* et à l'organisation du même nom – durant ce qui pourrait être qualifié de « période d'incubation » du mouvement marxiste-léniniste au Québec (1970-1973). La publication, à l'automne 1972, de la brochure intitulée *Pour le parti prolétarien*[17] peut en effet être considérée comme l'acte fondateur du mouvement marxiste-léniniste au Québec[18], malgré le fait que l'idée de fonder un parti ouvrier mijotait dans la tête de nombreux militants de gauche depuis la fin des années 1960, notamment autour du Front de Libération Populaire[19]. À partir des textes de Charles Gagnon datant de son activité au sein du FLQ et de ses deux périodes d'incarcération (1966-1970 et 1970-1971), des articles du journal *Vaincre* (sept livraisons, 1971-1972) et de divers documents de l'Équipe du Journal (1972-1974), nous analyserons la progression des idées du futur secrétaire général de l'organisation marxiste-léniniste En Lutte!. Aussi, nous utiliserons des textes rédigés plus tardivement par Gagnon, notamment des bilans publiés pour le groupe En Lutte! au début des années 1980 qui reviennent sur les balbutiements du mouvement m.-l. À travers cette analyse, nous porterons particulièrement notre attention sur les apports originaux de Charles Gagnon au mouvement marxiste-léniniste québécois élaborés durant ces années, notamment l'insistance sur la théorie, la formation d'une avant-garde militante et la lutte idéologique, mais aussi la critique du Parti québécois de René Lévesque, qui fut élaborée assez hâtivement par Gagnon. Ainsi, il s'agira d'évaluer la rupture que représente, dans le parcours de Charles Gagnon, le passage de l'idéologie de la libération nationale, où la violence et le spontanisme se lient à une « vision de l'histoire [...] souvent manichéenne, opposant le peuple soumis à ses oppresseurs », au marxisme-léninisme à travers lequel « l'étude matérialiste de l'histoire [et de la société devait donner] la clé

de la ligne et de la stratégie d'actions justes »[20]. Ce moment particulier, à la fin des « longues sixties » où une partie des acteurs de la « *New Left* » commence à s'inspirer et à lire les écrits de la « vieille gauche », se lie aux interrogations d'une partie de la société au début des années 1970, qui cherche des réponses aux questions posées par l'agitation sociale de la fin des années 1960.

Feu sur l'Amérique!

La fin des années 1960 et le début des années 1970 constituent une période d'importants bouleversements politiques, au Québec comme ailleurs dans le monde. Dans la province, un vent de changements soufflait depuis le début des années 1960 et les réformes politiques et institutionnelles entreprises par les gouvernements de Jean Lesage durant la première moitié de la décennie semblaient jouir d'un appui important dans la population, ce que certains qualifient de consensus initial[21] de la Révolution tranquille. L'affirmation de l'État québécois et la croissance des effectifs francophones à de nombreux postes de direction apparaissaient comme la concrétisation de la mainmise québécoise sur les affaires de la province.

D'abord porté par quelques intellectuels, dont ceux entourant la revue politique, culturelle et littéraire *Parti Pris*, un certain radicalisme politique se diffuse dans la société québécoise de la fin des années 1960 tandis qu'une jeunesse nombreuse issue de la génération du *baby-boom* arrive dans les cégeps – créés en 1967 – et les campus universitaires. Les dernières années de la décennie voient les événements militants se bousculer et témoignent de la radicalisation du climat politique : la grève générale étudiante à l'automne 1968, l'« Opération McGill français » au printemps 1969, la bataille contre le *Bill 63* à l'automne 1969, la lutte des chauffeurs de taxi autour du « Mouvement de libération du taxi » ainsi qu'une foule d'autres manifestations agitent la province[22]. Les événements d'octobre 1970 se situent aussi dans ce contexte, alors que les moyens de la contestation impliquent de plus en plus la violence sous différentes formes. Si le Front de Libération du Québec (FLQ) avait, à partir de 1963, contribué à accélérer le développement d'une conscience de l'oppression nationale, les événements d'octobre 1970 allaient, plus que jamais, donner de la visibilité à la frange « révolutionnaire » de l'indépendantisme québécois. Octobre 1970 allait aussi être le moment d'une importante répression des groupes et des individus liés de près – ou parfois d'assez loin – aux idées du FLQ.

Le contexte international de la fin des années 1960 et du début des années 1970 influa sur les événements se déroulant dans la province durant cette période. La jeunesse radicale

s'inspirait alors notamment de la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme *yankee*, du combat des Noirs américains, des organisations révolutionnaires latino-américaines comme les Tupamaros en Uruguay, ainsi que des pays où le socialisme semble se réaliser : Cuba dirigé par Fidel Castro et surtout, la Chine de Mao Zedong. Pour les militants francophones, la France représente toujours un pôle culturel central. Comme le souligne Sean Mills, ce n'est pas pour rien que de nombreux jeunes Québécois s'y rendent, Paris apparaissant alors à la fois comme un centre intellectuel et un lieu de résistance^[23]. Au vu de cette relation de proximité avec la France, il serait intéressant d'analyser l'effet qu'eut le développement précoce du courant « maoïste » français^[24] – déjà actif avant mai 1968 – sur le développement du mouvement marxiste-léniniste au Québec.

Charles Gagnon est né en 1939 au Bic, dans la région du Bas-Saint-Laurent, dernier enfant – sur quatorze – d'une famille de cultivateurs. Durant les années 1950, Gagnon fait son cours classique au Séminaire de Rimouski, puis quitte la région pour Montréal en 1960, où il entrera à la faculté des lettres de l'Université de Montréal. Après un séjour en Europe en 1962, Gagnon enseignera au Collège de Valleyfield et donnera des cours à l'Université de Montréal où il s'implique au sein de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM), qui jouera un rôle central dans la fondation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ). C'est en 1964 que Gagnon rencontre Pierre Vallières, alors journaliste et jeune recrue à la revue *Cité Libre*, avec qui il entretiendra une complicité politique et intellectuelle jusqu'en 1971. À *Cité Libre*, les deux hommes tentent d'amener une ligne politique plus révolutionnaire et centrée sur la question nationale, avant de se faire expulser et de fonder la revue *Révolution québécoise*, dont huit numéros paraîtront entre septembre 1964 et avril 1965. Dans *Révolution québécoise*, Vallières et Gagnon soulèvent le caractère transnational de la lutte du peuple québécois et pointent l'impérialisme américain comme l'ennemi numéro un, le considérant plus menaçant que le gouvernement fédéral d'Ottawa. Avec les animateurs de la revue *Parti Pris* – qu'ils critiquent sur la gauche –, Vallières et Gagnon fondent le Mouvement de Libération Populaire (MLP), dont le manifeste – publié dans *Parti pris* en septembre 1965 – soutient que « si la Révolution tranquille a donné lieu à l'ascension d'une nouvelle bourgeoisie au Québec [...] l'indépendance devra maintenant être gagnée non par une alliance tactique avec cette bourgeoisie, mais par les seuls efforts de la classe ouvrière »^[25]. Le MLP n'ayant pas fait long feu – il se dissout à la fin de l'année 1965 –, il constitue néanmoins une première tentative de créer un parti révolutionnaire organisé pour le socialisme et la libération nationale du Québec et ses analyses politiques se répercuteront dans d'autres initiatives militantes.

À la fin de l'année 1965, Vallières et Gagnon adhèrent secrètement au FLQ et mettent sur pied le groupe Vallières-Gagnon (V-G), beaucoup plus axé sur une analyse marxisante de la société québécoise et beaucoup plus enclin à appuyer les luttes des travailleurs québécois que les versions précédentes de l'organisation clandestine. De plus, et c'est un thème qui sera récurrent

dans l'action politique de Gagnon, le groupe V-G met l'accent sur les impératifs de l'organisation et de l'acquisition d'une solide théorie révolutionnaire, ce qui se transposera dans leurs écrits parus dans le bulletin clandestin *L'Avant-garde* en 1966. Dans un texte intitulé « Violence, clandestinité et révolution », publié dans cette revue en juin 1966, Gagnon défend l'idée que le socialisme est impossible sans passer par une révolution armée et que cette dernière est elle-même impensable sans le développement d'une conscience de classe chez les travailleurs québécois. Rejetant l'idée de former des « cercles d'études révolutionnaires » destinés à une « petite élite populaire », Gagnon propose de « provoquer des manifestations de mécontentement collectif de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes »^[26], seules à même d'entraîner le développement d'une prise de conscience collective de la part des classes populaires. Poursuivant ce mandat de développement d'analyses théoriques propres au contexte québécois, Charles Gagnon produit deux textes portant sur les classes sociales au Québec, dont le premier constitue une analyse historique des troubles de 1837-1838. Dans ce texte^[27], l'auteur rejette les explications traditionnelles des causes de la révolte des patriotes et soutient que celle-ci était une lutte de classes entre le groupe dominant des aristocrates et des grands marchands d'un côté et une bourgeoisie locale aspirant à acquérir plus de pouvoir de l'autre côté. Au-dessous de ces luttes de pouvoir, les classes laborieuses auraient été manipulées tant par le clergé que par les petits-bourgeois locaux et n'auraient pas développé de conscience d'elles-mêmes, bien que Gagnon souligne que les transformations économiques impératives pour le développement d'une telle conscience tardaient à arriver. Dans la livraison suivante de *L'Avant-garde*, Gagnon poursuit son analyse des classes sociales au Québec en présentant un portrait de la situation en 1966^[28]. Analysant le rapport entre le nationalisme et les travailleurs québécois, l'auteur soutient que les classes laborieuses devront aller plus loin que le nationalisme des bourgeois locaux cherchant à s'affranchir de la mainmise étrangère et que leur conscience de classe ne pourra émerger que de la confrontation « économique » avec les dirigeants « nationaux ». Ainsi, dès que Gagnon adhère au FLQ, la question de l'organisation autonome des travailleurs québécois est présente dans ses écrits, tandis que l'appui aux luttes ouvrières se transposera dans les actions menées par le groupe Vallières-Gagnon. En effet, « les bombes posées [...] par leur réseau visent essentiellement à appuyer les ouvriers en grève, à dénoncer les mises à pied, les mauvaises conditions des travailleurs », à promouvoir un Québec indépendant, mais « débarrassé de la bourgeoisie [...] et, plus largement, du système capitaliste »^[29]. C'est d'ailleurs lors d'une de ces actions d'appui contre une usine en grève – la fabrique de chaussures Lagrenade à Montréal – que le groupe provoquera la mort de la secrétaire Thérèse Morin, dommage « collatéral » qui entraînera la traque policière puis l'arrestation de nombreux membres du groupe Vallières-Gagnon.

Pierre Vallières et Charles Gagnon se trouvent à New York – où ils cherchaient à nouer des liens avec des groupes américains, notamment les Black Panthers – en septembre 1966 lorsqu'ils apprennent l'arrestation de la plupart de leurs camarades du réseau felquistique qu'ils avaient mis sur pied quelques mois auparavant. Rejetant l'idée de se terrer pour éviter d'être arrêtés, les deux compères décident d'entamer une grève de la faim et de manifester devant l'édifice de l'O.N.U. pour réclamer la libération des prisonniers politiques québécois, espérant ainsi

populariser leur lutte à travers le monde. Arrêtés par la police new-yorkaise, Vallières et Gagnon sont incarcérés à la prison des *Tombs* de New York et font une grève de la faim d'un mois. C'est durant la période new-yorkaise de leur incarcération que Vallières écrira *Nègres blancs d'Amérique*, tandis que Gagnon rédigera un court texte, *Les têtes à Papineau*, qui sera publié à titre d'épilogue dans la première édition du livre de Vallières, en 1968. Dans ce texte, Gagnon critique les organisations réformistes et prône la constitution d'un mouvement révolutionnaire, qui se construirait d'abord par des activités de propagande. Les militants qui croient en la révolution québécoise « doivent fonder sans plus de retard un journal révolutionnaire » qui ferait sortir la gauche des « cénacles patentés »[\[30\]](#).

Transférés à la prison de Bordeaux en janvier 1967, Vallières et Gagnon « deviennent les porte-parole d'un FLQ qui mise également sur les médias de masse, partie importante de leur stratégie pour toucher le plus de monde possible »[\[31\]](#). En 1968, Charles Gagnon rédige l'important texte *Feu sur l'Amérique*[\[32\]](#) dans lequel il prône une révolution nord-américaine où les peuples minoritaires seraient le levier. S'inspirant des expériences latino-américaines, Gagnon envisage qu'en s'appuyant sur le mouvement des peuples exploités, le processus révolutionnaire anti-impérialiste peut englober leurs différentes formes d'action, conciliant la lutte des classes et les luttes de libération nationale. Dans ses écrits de prison, Charles Gagnon apparaît préoccupé par la question de la formation des militants, une question sur laquelle il insistera souvent par la suite. Dans un texte manuscrit d'une trentaine de pages rédigé à l'hiver ou au printemps 1967, il prévoit l'« élaboration de cours théoriques et pratiques », la formation « dans l'immédiat d'un plus grand nombre de partisans éclairés, des "multiplicateurs", dans le but de « jeter les bases de l'organisation d'un parti révolutionnaire des travailleurs, de façon à entrer en action dès septembre 1967 »[\[33\]](#). On constate ici, dès 1967, la présence de la question de la fondation d'un parti dans les écrits de Gagnon, bien que ce dernier n'en soit pas encore à la glose léniniste.

Après la Crise d'Octobre : comment Vaincre ?

Dans un article récent, la politologue Lucille Beaudry analyse le passage du terrorisme felquiste au militantisme marxiste-léniniste comme un « *changement organisationnel et stratégique* de l'extrême gauche au Québec »[\[34\]](#), transition marquée par l'abandon de la violence politique et par une diffusion large des idées m.-l. durant les années 1970. La Crise d'octobre révèle en effet l'isolement des tenants de la stratégie des petits noyaux de militants clandestins œuvrant à révéler les contradictions de la société québécoise à coup d'actions d'éclat. Il apparaît que ce n'est pas qu'au Québec que des changements majeurs s'opèrent dans la gauche au début des années

1970. Aux États-Unis, un processus similaire voit un nombre non négligeable de jeunes radicaux se tourner vers le marxisme-léninisme et la constitution d'organisations révolutionnaires. Pour le militant de longue date Max Elbaum, le tournant vers le « *Third World Marxism* » – qui allait aboutir au développement du *New Communist Movement*^[35] – était considéré par les militants concernés comme un prolongement de l'énergie contestataire déployée durant les années 1960. Surtout, le marxisme-léninisme semblait constituer une alternative intéressante à l'instabilité des groupes à l'idéologie plus éclectique, tels que la *Students for Democratic Society* et le *Black Panther Party*. Si ces organisations avaient suscité de fortes aspirations pour un changement social d'envergure et avaient vu leurs effectifs grossir rapidement, « *their very success led to intense repression and confronted them with the challenge of sustaining large-scale, coordinated work that could win immediate victories while simultaneously moving closer to ultimate revolutionary objectives* »^[36]. Une comparaison de la situation des militants radicaux américains à celle de leurs homologues québécois dépasserait le cadre de cet article, mais il apparaît néanmoins opportun de souligner un parallèle important. Dans les deux cas, la question de l'organisation disciplinée pour la poursuite de l'action révolutionnaire allait se poser impérativement après une importante vague répressive, l'une débutant à la fin des années 1960 aux États-Unis^[37] – dirigée de manière radicale contre les *Black Panthers* – et une autre, de loin moins meurtrière, se déroulant au tournant des années 1970 au Québec.

Les transformations politiques découlant du contexte québécois de la fin des années 1960 et particulièrement de la Crise d'octobre 1970 sont multiples. D'une part, l'imposition des mesures de guerre et la répression des militants de gauche qui s'ensuivent révèlent la désorganisation de ces derniers face à la poigne de l'État. L'appui dont jouissait le manifeste du FLQ – lu à la télévision de Radio-Canada le 8 octobre – auprès d'une partie de la population fondit rapidement lorsque le cadavre de Pierre Laporte fut retrouvé. En assommant la gauche d'un dur coup, les centaines d'arrestations et les milliers de perquisitions du mois d'octobre auront aussi un effet de politisation, surtout visible dans le mouvement syndical, mais aussi dans les groupes populaires. Quant au Front d'action politique des salariés (FRAP), parti municipal de gauche visant à construire une opposition populaire au maire Drapeau, la position ambiguë – le FRAP « n'approuve pas les actions terroristes du FLQ, mais refuse de les critiquer clairement »^[38] – qu'il adopte face aux actions du FLQ le discrédite au moment de l'élection du 25 octobre. Dans les mois qui suivent, le virage marxiste-léniniste que prennent les deux plus importants comités d'action politique (CAP) qui formaient le FRAP – ceux de St-Jacques et de Maisonneuve – entraîne la dissolution de cette initiative « réformiste ».

Durant la brève période de huit mois entre ses deux périodes d'incarcération en 1970, Charles Gagnon se lie à d'autres militants pour travailler à l'organisation d'un mouvement révolutionnaire. À l'été 1970, avec des militants ayant appartenu au Comité Vallières-Gagnon (CV-G), il entreprend de « transformer celui-ci, jusque-là entièrement voué au soutien des prisonniers

du FLQ, en une organisation politique »[39]. Dans ce groupe, où se côtoyaient Gagnon, Vallières, et d'autres militants – dont des anciens du RIN (Andrée Ferreti) et des militantes du Front de libération des femmes (Gratia O'Leary, qui deviendra par la suite secrétaire de presse de René Lévesque) –, commence à se poser la question de fonder un journal ouvrier. Une importante réunion panquébécoise portant sur la formation, la liaison entre les groupes militants et le journal à créer devait avoir lieu en octobre 1970, mais les événements exceptionnels de ce mois agité empêchèrent sa tenue. Pour donner une idée des groupes à qui l'ex-CV-G avait l'intention d'inviter à cette réunion, mentionnons-en quelques-uns : le Comité ouvrier de Saint-Henri, le Syndicat du Secondaire (SDS), le Comité populaire de Mercier, le Front de libération des femmes, le Comité de solidarité avec les Black Panthers, le Comité d'action populaire de Saint-Jérôme, le Comité de citoyens d'Alma et le Mouvement de libération du Taxi. Lorsque l'Équipe du Journal lancera le journal *En Lutte!* en 1973, ce sera la reprise, plus de deux ans plus tard, du projet élaboré par l'ex-Comité Vallières-Gagnon.

Charles Gagnon commence à rompre avec l'idée de relancer une organisation du genre du FLQ durant sa seconde incarcération. C'est à la même période que lui et Vallières s'éloignent, tandis que ce dernier « veut un FLQ plus fort, plus organisé et plus puissant » et que Gagnon « pense en terme d'organisation plus traditionnelle »[40], à savoir un parti de type léniniste. À partir de la prison, Gagnon participe au journal *Vaincre*, petite publication de quatre pages dont les sept livraisons s'étalent de février 1971 à mars 1972. Le groupe autour du journal est constitué d'anciens membres du Comité Vallières-Gagnon qui avaient fondé, en août 1970, un éphémère groupe, les « Partisans du Québec libre », dont l'unique bulletin, *Partisans*, parut peu de temps « avant que la plupart de ses membres ne se retrouvent dans les fourgons de la police une certaine nuit d'octobre 1970 »[41]. Le logo du journal *Vaincre* – qui s'apparente à celui de la revue *Tricontinental*[42] –, une main tenant un fusil accompagnée d'une étoile rouge, montre que Gagnon n'a alors pas encore rompu avec la perspective de la lutte armée, bien que les objectifs immédiats du groupe *Vaincre* paraissent être ailleurs. Malgré le caractère clandestin du groupe et de sa publication – aucun article n'est signé –, le premier point de sa plate-forme annonce son objectif de « rassemblement et [d'] organisation des travailleurs en une force capable de prendre le pouvoir »[43]. Aussi, notons que la devise du journal – « Luttons pour la libération du Québec » – met au premier plan la lutte nationale, bien que celle-ci, selon le troisième point de la plate-forme du groupe, soit « une lutte de classes car seuls les travailleurs organisés peuvent mettre fin à la domination canado-américaine »[44]. Dans la sixième livraison du journal, en décembre 1971, un article revient sur cette priorité de régler la question nationale : « L'erreur aujourd'hui répandue, qui consiste à négliger et même à ignorer totalement la question nationale, est aussi grave que celle, il y a quelques années, qui consistait à remettre à plus tard la lutte sur les plans économique et social »[45].

L'entreprise du journal *Vaincre* en est aussi une de critique du réformisme et surtout du

projet péquiste qui se présente, après la crise d'octobre, comme le porte-voix le plus crédible aux idées nationalistes québécoises. Pour l'équipe de *Vaincre*, c'est en s'associant à l'impérialisme américain que le Parti québécois veut faire l'indépendance, pas en se joignant à la lutte menée par les travailleurs. La faiblesse de la petite-bourgeoisie québécoise la rendrait « incapable d'assumer le destin économique de la nation », l'obligeant « à se vendre aux financiers américains »^[46], ce qui, aux yeux de *Vaincre*, est déjà le cas en 1971 de la part du PQ. La critique de l'action terroriste et de l'héritage du FLQ apparaît aussi dans les pages de *Vaincre*. À l'occasion du premier anniversaire de la crise d'octobre, le journal salue le « rare courage » et l'« exceptionnelle générosité »^[47] des cellules felquistes de 1970, tout en soutenant que leur échec a révélé que la révolution ne pouvait pas se faire seulement avec la succession d'actions violentes et qu'une organisation solide était nécessaire pour tenir tête aux forces répressives. Quelques mois plus tard, et après l'adhésion de Pierre Vallières au Parti québécois, la critique du FLQ se fait plus incisive. Ce dernier n'aurait été en fait que « l'aile radicale agissante de la petite-bourgeoisie québécoise », un amas d'individus coupés des masses qui n'auraient pas compris « qu'un véritable front de libération nationale ne sera possible que le jour où existera le parti révolutionnaire des travailleurs »^[48].

Tout compte fait, le journal *Vaincre* apparaît comme une tentative de concilier l'héritage felquiste et certains de ses modes d'action – la clandestinité et la violence politique, notamment, mais aussi l'insistance sur la question nationale – avec la théorie marxiste-léniniste et la question de la formation d'un parti révolutionnaire ouvrier. La dernière livraison du journal, datée du mois de mars 1972, présente l'objectif principal du groupe de fonder des comités révolutionnaires voués au développement d'« une activité commune clandestine sur les plans essentiels de la propagande et de l'organisation en milieu ouvrier »^[49]. Pour les militants du groupe *Vaincre*, à la veille des grèves ouvrières massives d'avril et de mai 1972, la priorité est d'élever la conscience de classe des ouvriers afin de jeter les bases de l'organisation révolutionnaire des travailleurs.

Libéré le 16 juin 1971 après un procès commun avec Pierre Vallières, Michel Chartrand, Robert Lemieux et Jacques Larue-Langlois – qui avaient été accusés d'avoir fomenté une conspiration pour renverser le gouvernement du Canada par la force – Charles Gagnon rompt publiquement avec le FLQ le 3 septembre, alors qu'il déclare vouloir « se consacrer désormais à la création d'une organisation politique ouvrière à gauche du PQ, un "parti révolutionnaire" ayant comme ligne l'indépendance et le socialisme »^[50]. Une semaine plus tard, un communiqué émis par une cellule du FLQ annonce que Pierre Vallières est entré dans la clandestinité, situation qu'il entretiendra durant quatre mois et demi. Dans ce communiqué, Vallières critique Gagnon à mots couverts en prétendant qu'il est « illusoire et extrêmement dangereux de penser ou de faire croire qu'un parti révolutionnaire de masse puisse surgir un jour de l'action légale et ouverte »^[51]. En cette fin d'été de l'année 1971, alors que l'émoi provoqué par la crise d'octobre commence à se dissiper et que la gauche commence à se réorganiser, cette première rupture entre Vallières et

Gagnon apparaît comme un symptôme des débats agitant les milieux révolutionnaires, entre les partisans d'une relance du FLQ et ceux prônant la construction d'une organisation politique d'extrême gauche d'un autre type. Ces débats autour des questions de stratégie et d'organisation agitent alors plusieurs secteurs du mouvement progressiste. Au sein du FRAP, les Comités d'action politique (CAP) de Saint-Jacques et de Maisonneuve se radicalisent, critiquent les positions réformistes et « typiquement social-démocrate [s] »^[52] d'une fraction de l'organisation et s'orientent de plus en plus vers une ligne marxiste-léniniste. En décembre 1971, le CAP St-Jacques fait paraître un manifeste, *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*^[53], qui, au-delà du but exprimé dans son titre, appelle à l'acquisition de la théorie marxiste-léniniste comme instrument pour développer une idéologie propre à la classe ouvrière. Rejetant la stratégie felquiste – qui a néanmoins « servi à dévoiler le caractère répressif de l'État québécois » et « montré la priorité stratégique de bâtir l'organisation politique autonome des travailleurs »^[54] – jugée stérile et inefficace, le CAP St-Jacques prône l'implantation des militants en milieu ouvrier pour poser les jalons de l'organisation.

72 : Année politique

Dans un livre^[55] paru en 2003, le directeur de la publication indépendantiste *L'aut'journal*, Pierre Dubuc, présentait l'année 1972 comme déterminante pour l'avenir de la gauche québécoise. Cette année qui vit Claude Morin intégrer le Parti québécois et convaincre ses dirigeants d'adopter une stratégie « étapiste » vers l'indépendance était aussi celle de la rupture entre Vallières et Gagnon, symboles d'une scission de la gauche québécoise entre « l'urgence de choisir » le Parti québécois et la voie révolutionnaire de construction d'un parti prolétarien. L'année 1972 voit aussi se poursuivre le processus de radicalisation du mouvement syndical, dont le point culminant est atteint au début du mois de mai 1972, lorsque des grèves spontanées éclatent aux quatre coins du Québec pour protester contre l'emprisonnement des trois chefs syndicaux – Louis Laberge de la FTQ, Marcel Pepin de la CSN et Yvan Charbonneau de la CEQ –, condamnés pour non-respect d'injonctions dans la grève du front commun le mois d'avant. Mentionnons qu'un mouvement de radicalisation idéologique était en œuvre dans le mouvement syndical depuis le début de l'année 1971. Ce processus se traduit, dans les trois centrales, par la publication de manifestes dont les seuls titres sont révélateurs du gauchissement du discours syndical. Ainsi, à son congrès de 1971, la FTQ présente le document *L'État, rouage de notre exploitation*, manifeste d'orientation marxisante qui sera tiré à des centaines d'exemplaires. La CSN quant à elle lance le manifeste *Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel* en septembre 1971, puis, en octobre, le document de travail *Ne comptons que sur nos propres moyens*, qui devint « l'un des manifestes syndicaux les plus largement lus et discutés dans l'histoire du Québec »^[56]. À bien des égards, cette radicalisation idéologique fut visible dans les grèves d'avril et de mai 1972, sommets de la combativité ouvrière au Québec. Dans un texte écrit en mai 1972 et probablement resté inédit, Charles Gagnon réagit à la vague de

grève en considérant que les travailleurs ont « franchi un pas énorme au cours d[e ce] conflit », qu'il leur « sera dorénavant plus facile [...] de répondre objectivement à la question “Qui sont nos amis? Qui sont nos ennemis?” ». Pour Gagnon, les grèves du printemps 1972 démontrent ainsi, faisant référence au manifeste de la CSN, « que les travailleurs ne doivent plus “compter que sur leurs propres moyens”, ceux qu'ils ont déjà et ceux qu'il faudra encore se donner »[\[57\]](#).

Au début de l'année 1972, la rupture entre Gagnon et Vallières est chose publique. Tandis que ce dernier avait fait paraître une série de textes – qui deviendront *L'Urgence de choisir*, publié en 1972 aux éditions Parti Pris – dans *Le Devoir* au mois de décembre 1971 où il appelait la gauche révolutionnaire à rejoindre le PQ, Charles Gagnon lui répond au début du mois de janvier 1972 dans un article en deux parties intitulé « Le Parti québécois ne peut promouvoir les intérêts des travailleurs ». Dans ce texte, Gagnon soutient que le PQ ne représente que les intérêts de la bourgeoisie québécoise et qu'« il ne peut être question pour les classes laborieuses de laisser indéfiniment la direction de la lutte de libération nationale entre les mains des bourgeois nationalistes »[\[58\]](#). Gagnon continue en affirmant que seule l'action des travailleurs organisés de façon autonome dans une organisation politique révolutionnaire pourra régler la question. De manière plus élaborée, la véritable réponse de Gagnon au choix de Vallières sera la publication de *Pour le parti prolétarien* à l'automne 1972. Ce document, rédigé au cours de l'été 1972, était le résultat de discussions entre des militants de l'ex-comité Vallières-Gagnon, des militants des CAPs, et de l'expérience des groupes d'étude et de travail mis sur pied par le Conseil central de Montréal de la CSN. Ces groupes, formés de syndiqués, avaient pour objectif de donner une formation aux militants et de former un réseau combatif structuré dans le mouvement syndical.

L'introduction de *Pour le parti prolétarien* est claire : la révolution est proche si on travaille correctement pour qu'elle adienne. Notons que le contexte social de l'année 1972 pouvait sans doute donner cette impression aux militants les plus optimistes. Les grèves ouvrières d'avril et de mai avaient alors démontré, selon certains, la volonté des travailleurs à plus d'organisation et d'unité. Dans la première partie du texte, Charles Gagnon critique la plupart des courants politiques de gauche, et surtout la social-démocratie qui, alliée au nationalisme petit-bourgeois, représenterait « le courant idéologique présentement le plus dangereux au sein du mouvement ouvrier »[\[59\]](#). Seul un parti révolutionnaire, dirigé par l'avant-garde de la classe ouvrière peut mener au socialisme.

La deuxième partie du texte se concentre sur la « nécessité de la lutte sur le front idéologique », thème cher à Gagnon comme nous l'avons vu précédemment. Gagnon oppose alors cette lutte sur le front idéologique à la stratégie de l'« implantationnisme », alors prônée dans les Comités d'action politique, quoique cette opposition entre les deux stratégies de construction

du parti apparaisse bien moins aiguisée dans le texte de Gagnon qu'elle le sera, quelques années plus tard, lorsque le mouvement marxiste-léniniste se divisera en deux pôles distincts. Au moment de la publication de *Pour le parti prolétarien*, Charles Gagnon s'entoure de quelques camarades dans le but de mettre sur pied un journal ouvrier, premier pas dans cette vaste entreprise de lutte idéologique.

EN LUTTE!

L'Équipe du journal était une petite organisation autour de Charles Gagnon, dont le noyau initial – « deux ou trois anciens membres de l'ex-CV-G et trois ou quatre anciens membres des CAPs Saint-Jacques et Maisonneuve »^[60] – se regroupait, au début de l'année 1972, sous le nom de code de la « Coop ». Les membres de l'EDJ étaient donc rassemblés dans le but de mettre en œuvre les objectifs nommés dans *Pour le parti prolétarien* et d'abord, créer un journal pour mener la lutte idéologique dans les masses. Gagnon rappelle, dans un texte du début des années 1980, qu'a d'abord régné la confusion en matière organisationnelle au sein de l'EDJ. Inspirés par les expériences antérieures – surtout celle du FLQ –, plusieurs avaient la conviction que l'organisation devait être clandestine, la répression d'octobre 1970 devenant un argument en faveur de cette tactique. Ainsi, il était d'abord entendu que « l'organisation à proprement parler demeurera [it] secrète et qu'elle agira [it] au sein des divers groupes politiques luttant pour le socialisme sur un terrain ou un autre »^[61]. En effet, à l'origine, l'Équipe du Journal ne se concevait pas comme le noyau d'un futur parti qui unifierait un ensemble de groupes, mais plutôt comme un « groupe parmi d'autres »^[62], priorisant l'unité idéologique sur l'unité organisationnelle.

À l'hiver 1973, l'Équipe du journal faisait paraître une courte brochure – qui fut largement diffusée dans plusieurs groupes militants – intitulée « Document de présentation du “projet journal” », dans lequel l'embryon d'En Lutte! expliquait la nature de son projet : créer un journal militant, « hebdomadaire ou bimensuel » qui puisse faire connaître les luttes ouvrières et populaires les plus importantes, en dégager la portée en les situant « par rapport à une ligne politique de classe » et enfin, « assurer progressivement une plus grande unité idéologique au sein des différents groupes d'avant-garde et des syndicats de combat ». Le document poursuivant en indiquant que « la lutte idéologique doit sortir des cercles restreints où elle se mène actuellement et [...] doit se développer le plus largement possible au sein de la classe ouvrière » afin de contribuer « à la création des conditions subjectives nécessaires à la construction du Parti prolétarien »^[63]. Le « projet journal » ayant trouvé quelques adeptes, l'Équipe du journal compte une douzaine de personnes au printemps 1973, « dont des “délégués” de la Strappe-Virage (un groupe d'enseignants), du Mouvement Révolutionnaire des Étudiants du Québec (MREQ)^[64] et du

CAP de Pointe Saint-Charles »[65].

Le 1^{er} mai 1973, l'avant-premier numéro[66] du journal *EN LUTTE!* est largement diffusé, notamment à la manifestation syndicale qui rassemble, à Montréal, de 15 000 à 25 000 personnes[67]. Mentionnons du même coup qu'entre 3000 et 4000 personnes manifestent à Québec, environ 1500 à Jonquière et autour de 1000 à Rouyn-Noranda, comme quoi l'agitation sociale s'observe alors aux quatre coins du Québec. La parution régulière – bihebdomadaire – du journal débutera au mois de septembre 1973. Dans les pages centrales de l'avant-premier numéro se retrouve le premier « Cahier », dont dix éditions paraîtront entre mai 1973 et juin 1974. Prévus comme des instruments de formation pour les militants, chaque cahier aborde une question théorique particulière : le capitalisme (cahier no. 2), les classes sociales (cahier no. 4), l'État bourgeois (cahier no. 6), l'histoire du mouvement ouvrier québécois (cahier no. 9), etc.

Ainsi, jusqu'à l'automne 1974, l'EDJ se définissait comme un groupe dont l'activité principale consistait à produire un journal dont le but était de mener la lutte pour gagner les groupes d'avant-garde à la nécessité du parti prolétarien. En effet, avant cette date, il n'était pas encore question d'unité organisationnelle et encore moins de « centralisme démocratique »[68]. Ainsi, la diffusion du journal était grandement assumée par des groupes sympathisants, c'est-à-dire des cercles militants ayant leur propre pratique organisationnelle. Plus tard, le groupe En Lutte! critiquera cette manière de fonctionner comme ayant été une « conception "fédérative" de l'organisation qui laissait place à une conception spontanéiste et artisanale de l'unité »[69]. En effet, à partir de l'automne 1974 et de la création officielle du groupe En Lutte! –, l'accent est mis sur l'unité des groupes et des cercles au sein d'une même organisation appliquant le marxisme, le léninisme et la « pensée Mao Zedong ». De plus, En Lutte! abandonne alors l'idée de l'organisation clandestine, rompant avec une certaine pratique militante héritée du traumatisme d'octobre 1970. Le premier congrès d'En Lutte!, en novembre 1974, marque aussi l'élargissement des vues du groupe à l'échelle pancanadienne. En effet, l'organisation se positionnera alors en faveur de l'unité des marxistes-léninistes canadiens, secondarisant la question nationale québécoise, tout en reconnaissant, en théorie, le droit à l'autodétermination des peuples et des nations. Enfin, ce sera surtout à partir de 1976, avec l'élection du PQ et la constitution de la principale organisation m-l, la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada – rivale d'EL! – que la lutte pour la construction d'un parti prolétarien se durcira et que le mouvement m-l prendra de plus en plus d'espace, atteignant son apogée autour de 1978, avant de disparaître au début des années 1980.

L'influence particulière de Charles Gagnon reste une question difficile à évaluer. S'il est évident que du haut d'une certaine notoriété, ses idées purent être diffusées plus facilement, il est ardu de départager ses propositions originales et les idées émergeant, de manière générale, du contexte particulier de l'époque. Néanmoins, on peut affirmer que des idées constantes dans le parcours de Gagnon, comme l'insistance sur la formation et sur la lutte idéologique, se retrouvèrent au centre des préoccupations du mouvement marxiste-léniniste. Au final, c'est le fait d'avoir été une figure médiatisée – ses textes étaient parfois publiés dans *Le Devoir* et il lui arrivait parfois de passer à la télévision – qui allait donner à Charles Gagnon une influence particulière. Au-delà de cette question, c'est tout un pan de l'histoire militante des années 1960 et 1970 qui se transpose dans son parcours.

Pour Charles Gagnon, le début des années 1970 fut une période d'engagement politique intense, qui fait suite à ses années de prison où, cloué à sa cellule, il ne pouvait avoir une influence qu'à distance et avec ses écrits. De 1968 à 1972, on constate une certaine évolution dans sa pensée, sans doute influencée par la Crise d'octobre et ses conséquences. À l'été 1968, dans *Feu sur l'Amérique*, Gagnon s'inspirait des modèles tiers-mondistes des mouvements de libération nationale et des théoriciens de la décolonisation pour critiquer l'impérialisme américain. C'était par l'action révolutionnaire d'une avant-garde armée que le peuple allait prendre conscience de sa situation et transformera sa révolte en révolution. Bien que Gagnon abandonnera ce modèle de la « violence exemplaire », on distingue dans ses écrits de prison une insistance pour la conscientisation de la population, la formation des militants et la lutte idéologique, sans quoi la violence seule resterait sans réel effet. Néanmoins, *Feu sur l'Amérique* restait plus proche de la Nouvelle Gauche américaine – caractérisée par l'influence des intellectuels de la décolonisation, par les guérillas et l'engagement actif, ainsi que par un refus des lignes de parti – que du marxisme orthodoxe. Ainsi, lorsque quatre ans plus tard, Gagnon fit paraître *Pour le parti prolétarien*, il paraissait rompre avec une partie de ses engagements antérieurs, surtout en ce qui a trait au terrorisme felquiste. Ce n'était plus la multiplication des foyers de lutte, mais la canalisation des forces révolutionnaires – à savoir, surtout, le prolétariat industriel – dans un parti ouvrier qui allait permettre de saper les bases du système capitaliste. Les débats sur la stratégie et l'organisation qui animaient la gauche québécoise au lendemain de la Crise d'octobre étaient significatifs d'un effritement de la Nouvelle Gauche et d'une transition générale vers des pratiques politiques plus traditionnelles. La dissolution des « Fronts » (FLP, FLQ, FLF) au profit de l'adhésion à des partis témoignait en effet d'un changement de paradigme au sein de la gauche radicale québécoise. Néanmoins, cette transition ne s'est pas produite du jour au lendemain, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Équipe du journal. En effet, les deux années qui séparent la publication de *Pour le parti prolétarien* de la formation officielle du groupe En Lutte! se caractérisent par une pratique organisationnelle pas tout à fait sortie des préoccupations de la Nouvelle Gauche. Les transformations dans la pensée et l'action de Charles Gagnon se lient ainsi aux préoccupations des militants québécois au lendemain de la Crise d'octobre. Face à l'échec

des groupes isolés et face à la place de plus en plus prépondérante que prend le PQ dans le mouvement national, c'est le mot d'ordre d'organisation qui résonnera dans de nombreux cercles militants et groupes populaires, qui rallieront – ou qui seront drainés par – les organisations marxistes-léninistes au milieu des années 1970. Ainsi, alors qu'à partir du milieu des années 1960 fleurirent des pratiques militantes – terrorisme, animation sociale, manifestations de masse – qui partaient du point de vue suivant lequel ce sont les masses qui font la révolution et que les partis ne sont bons qu'à la freiner, les années 1970 verront l'idée du parti devenir une véritable obsession chez plusieurs. Enfin, ajoutons que si le mouvement marxiste-léniniste québécois fut souvent taxé d'être d'importation étrangère, il apparaît que ses conditions d'émergence – nonobstant le contexte mondial de contestation et l'influence de la Chine maoïste – provenaient d'un contexte local. Les parcours de Charles Gagnon et des dizaines d'autres militants de l'époque le montrent bien.

[1] L'auteur tient à remercier les correctrices et correcteurs de la revue Le Manuscrit pour leurs judicieux conseils.

[2] Pierre Foglia, « Le nez bouché », *La Presse*, 13 mars 2014.

[3] Jean-François Lisée, « La gifle de Pierre Foglia à Québec Solidaire », 13 mars 2014 <<http://jflisee.org/la-gifle-de-pierre-foglia-a-quebec-solidaire/>> (14 mars 2014)

[4] Tendence politique communiste caractérisée par son attachement aux théories et à la pratique de Mao Zedong, par sa critique de l'U.R.S.S. et du « révisionnisme » et plus largement, par ses sympathies vis-à-vis les expériences socialistes chinoise et albanaise. Au Canada, les deux plus importantes organisations m.-l. furent la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (fondée en 1975 et devenue le Parti communiste ouvrier en 1979) et le groupe En Lutte!. Les deux groupes disparurent au début des années 1980. Voir le dossier thématique « Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec », sous la dir. de David Milot, *Bulletin d'histoire politique*, 13, 1 (automne 2004), p.11-138.

[5] Dans cet article, l'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celles d'alléger le texte.

[6] Louis Fournier, *FLQ – Histoire d'un mouvement clandestin*, Outremont, Lançrôt Éditeur, 1998 (1982), 536 p.

[7] Mentionnons notamment Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*, mémoire de M.A. (histoire), Montréal, UQÀM, 1998; David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec, 1973-1982*, mémoire de M.A. (histoire), Montréal, UQÀM, 2000; et plus récemment, Alexis Dubois-Campagna, « *Pour un syndicalisme de lutte de classe!* » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983, mémoire de M.A. (histoire), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2009.

[8] Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde – Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 252 p.

[9] *Ibid.*, p.31-60 et p.61-102.

[10] Ivan Carel, « “La gauche n’a pas de tradition” : l’histoire à gauche, vue par Charles Gagnon », *Bulletin d’histoire politique*, 19, 2 (hiver 2011), p.38-51; Ivan Carel, « Vallières, Gagnon et la violence politique : entre idéalisme et matérialisme », dans *Violences politiques – Europe et Amériques 1960-1979*, sous la dir. de Ivan Carel *et. al.*, Montréal, Lux Éditeur, 2013, p.51-72.

[11] Lucille Beaudry, « Le passage du terrorisme felquistique au marxisme-léninisme : vers la révolution différée », dans *Violences politiques, op. cit.*, p.235-242.

[12] Le premier tome, *Feu sur l’Amérique* couvre la période felquistique jusqu’à l’adhésion au marxisme-léninisme (1966-1972). Le deuxième tome, *En Lutte!*, couvre la période durant laquelle Gagnon dirigea l’organisation marxiste-léniniste En Lutte!. Le troisième tome, *La crise de l’humanisme* rassemble divers textes de Gagnon rédigés entre 1982 et 2005.

[13] Le verbatim du film se retrouve dans Jean-Daniel Lafond, *La liberté en colère – Le livre du film*, Montréal, L’Hexagone, 1994, 176 p.

[14] Sébastien Degagné, *op. cit.*, p.10-30.

[15] C’est d’ailleurs l’opinion de Roger Rashi, qui fut l’un des dirigeants de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada (devenu le Parti communiste ouvrier en 1979), de 1976 à 1982, qui affirme que la prise de position de Charles Gagnon en faveur de la création d’un parti prolétarien eut un « impact énorme » et représente le véritable lancement du mouvement marxiste-léniniste au Québec. Voir à ce propos la conférence donnée par Roger Rashi le 25 février

2014 sur l'expérience de la LC(m-l)C : < <http://www.youtube.com/watch?v=XvHxQp5rxXw> >

[16] Lucille Beaudry, *op. cit.*, p.235.

[17] Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, L'Équipe du journal, 1972, 47 p.

[18] Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) – PCC(m-l) –, fondé en 1970, précède la publication de la brochure de Gagnon. Bien qu'actif durant toute la durée des années 1970 et existant toujours aujourd'hui, ce parti fut considéré dès sa fondation par la plupart des militants comme étant « un groupuscule factice et sans ancrage ». Il semble par ailleurs que les historiens ne se soient pas attardés à étudier l'existence de ce groupe. Voir Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde – Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, *op. cit.*, p. 84.

[19] Créé au début de l'année 1968 par des militants venus de l'aile gauche du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Luttant pour le socialisme et l'indépendance, le FLP fera de l'agitation et de la propagande une de ses priorités, jusqu'à être considéré parfois comme une « machine à manifs ». Voir L. Fournier, *Op. Cit.*, p.205-206.

[20] Ivan Carel, « “La gauche n'a pas de tradition” : l'histoire à gauche, vue par Charles Gagnon », *Bulletin d'histoire politique*, 19, 2 (hiver 2011), p.48.

[21] Paul-André Linteau *et. al.*, *Histoire du Québec contemporain – Tome II : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p.423.

[22] À propos de l'agitation sociale de la fin des années 1960, voir notamment Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie – Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, 309 p.; Voir aussi Sean Mills, *Contester l'empire – Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p.;

[23] Sean Mills, *Contester l'Empire – Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, *op. cit.*, p.85.

[24] Mouvement politique formé autour d'organisations – souvent rivales entre elles – telles que l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (fondée en 1966), le Parti communiste marxiste-léniniste de France (fondé en 1967) et l'organisation de la Gauche Prolétarienne (fondée en septembre 1968). Voir notamment Christophe Bourseiller, *Les maoïstes : la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, 346 p.

[25] Sean Mills, *op. cit.*, p.78.

[26] André Jacques [pseudonyme de Charles Gagnon], « Violence, clandestinité et révolution », *L'Avant-garde*, cahier no.4 (juin 1966), p.3-14. Reproduit dans C. Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, Montréal, Lux, 2006, p.24-25.

[27] André Jacques [pseudonyme de Charles Gagnon], « Les classes sociales au Québec – 1^{ere} partie : les Troubles de 1837-38 », *L'Avant-garde*, cahier no.4, juin 1966, p.38-52. Reproduit dans C. Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p.31-60.

[28] André Jacques [pseudonyme de Charles Gagnon], « Les classes sociales au Québec – 2^e partie : classes sociales et conscience de classe », *L'Avant-Garde*, cahier no.5 (septembre 1966), p.1-9. Reproduit dans C. Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p.61-73.

[29] Ivan Carel, « Vallières, Gagnon et la violence politique : entre idéalisme et matérialisme », dans *Violences politiques*, *op. cit.*, p.51-72.

[30] Charles Gagnon, « Les têtes à Papineau », dans Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1968. Reproduit dans Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p.90.

[31] Ivan Carel, « Vallières, Gagnon et la violence politique... », *op. cit.*, p.59.

[32] Le manuscrit, envoyé à Gérald Godin alors directeur des Éditions Parti Pris, ne sera pas publié. L'éditeur étant déjà suffisamment embêté par les procédures judiciaires entourant la publication de *Nègres blancs d'Amérique*.

[33] Charles Gagnon, « Réflexions sur la formation », 1967, 29 pages. Fonds d'archives Charles Gagnon (124 P-630:02/06). Service des archives et de gestion des documents, UQÀM.

[34] Lucille Beaudry, « Le passage du terrorisme felquiste au marxisme-léninisme : vers la révolution différée », dans *Violences politiques, op. cit.*, p.236.

[35] Le *New Communist Movement* est désigné par Elbaum comme un courant composé d'une myriade d'organisations partageant l'idéologie marxiste-léniniste et constituant, durant les années 1970, le pôle le plus fort et le plus dynamique de la gauche anticapitaliste aux États-Unis. Voir Max Elbaum, *Revolution in the Air – Sixties Radicals turn to Lenin, Mao and Che*, Londres; New York, Verso, 2006 (2002), p. 111.

[36] Max Elbaum, *Revolution in the Air, op. cit.*, p. 87.

[37] À titre d'exemple, 27 personnes associées aux *Black Panthers* sont tuées durant la seule année 1969. Voir Max Elbaum, *Revolution in the Air, op. cit.*, p. 66.

[38] Marc Comby, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal – 1970-1974 », *Bulletin d'histoire politique*, 19, 2 (hiver 2011), p.125.

[39] Charles Gagnon, « En Lutte! a-t-elle encore sa raison d'être? », document de travail d'En Lutte!, juin 1981. Reproduit dans C. Gagnon, *En Lutte!*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p.277

[40] Charles Gagnon, cité dans Jean-Daniel Lafond, *La liberté en colère – Le livre du film*, Montréal, L'Hexagone, 1994, p.85.

[41] Charles Gagnon, *En Lutte! a-t-elle encore sa raison d'être?*, *op. cit.*, p.278.

[42] Épigone français de la revue – éditée à Cuba – de l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, publiée par l'éditeur parisien François Maspero à partir de 1967.

[43] « Vaincre a pour but... », *Vaincre*, vol.1 no.1 (février 1971), p.1.

[44] *Ibid.*

[45] « La question nationale et l'impérialisme », *Vaincre*, vol.1 no.6 (décembre 1971), p.1.

[46] « Nationalisme et intérêts de classe », *Vaincre*, vol.1 no.3 (juin 1971), p.3.

[47] « Des leçons d'«Octobre» », *Vaincre*, vol.1 no.5 (octobre 1971), p.2.

[48] « Le Parti québécois et les travailleurs », *Vaincre*, vol.2 no.1 (mars 1972), p.4.

[49] « Vaincre a un an », *Vaincre*, vol.2, no.1 (mars 1972), p.1.

[50] Louis Fournier, *op. cit.*, p.411.

[51] *Ibid.*, p.410-411.

[52] CAP Maisonneuve, CAP St-Jacques, *Le débat au sein du FRAP*, mars 1972, p.7. Fonds

d'archives Charles Gagnon (124P-630/35). Service des archives et de gestion des documents, UQÀM.

[53] En février 1972, le CAP Maisonneuve fait paraître un manifeste similaire, *La nécessité d'une organisation politique des travailleurs* (46p.).

[54] CAP St-Jacques, *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*, décembre 1971, p.43.

[55] Pierre Dubuc, *L'autre histoire de l'indépendance*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2003, 289 p.

[56] Sean Mills, *op. cit.*, p.236.

[57] Charles Gagnon, *Ce n'est qu'un début...*, mai 1972, p.4-5. Fonds d'archives Charles Gagnon (124P-660/72). Service des archives et de gestion des documents, UQÀM.

[58] Charles Gagnon, « Le choix de Vallières-2 : Le parti des masses sortira de leurs luttes », *Le Devoir*, 6 janvier 1972, p.5. Reproduit dans Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, *op. cit.*, p.194.

[59] Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, L'Équipe du journal, 1972, p.9. Reproduit dans Charles Gagnon, *En Lutte!*, op. cit., p.7.

[60] Charles Gagnon, *En Lutte! a-t-elle encore sa raison d'être?* op. cit., p.282.

[61] *Ibid.*

[62] *Ibid.*

[63] L'Équipe du journal, *Document de présentation du « projet journal »*, février 1973, p.5-6.

[64] Le MREQ fut l'un des trois groupes qui fondèrent, en 1975, la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

[65] Charles Gagnon, *En Lutte! a-t-elle encore sa raison d'être?*, op. cit., p.285.

[66] Ce premier numéro de huit pages – excluant le « Cahier » – dont la une titre « Unité ouvrière, pouvoir ouvrier », contient des articles sur les luttes syndicales au Québec, un article sur les cliniques populaires, un autre sur l'unité des luttes des travailleurs immigrés et québécois, ainsi que des articles sur les situations en Chine, au Chili et au Vietnam.

[67] Sean Mills, *Contester l'empire*, *op. cit.*, p.249.

[68] Formule organisationnelle des partis communistes de type léninistes, se caractérise par un fonctionnement centralisé et hiérarchisé et une interdiction des courants de divergences internes.

[69] « Six ans de lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens », *Unité prolétarienne*, vol. 3, no.2 (janvier 1979), p.42.